

Il est bien vrai que l'eau est désormais au cœur de tellement de problèmes et de contradictions -besoins ou pollutions de l'industrie et de l'agriculture, concentrations urbaines et besoins alimentaires, migrations périodiques de populations, tourisme, etc- que tout ce qui la concerne est en passe de devenir un des enjeux majeurs de ce début de XXI^{ème} siècle.

France Nature Environnement l'a bien compris, qui a mis beaucoup de ses forces dans la constitution d'un "Réseau Eau" associatif qui s'efforce de porter devant les autorités nationales nos critiques et nos propositions. Et c'est urgent. Car si le *discours* des décideurs -élus, chefs d'entreprises, entre autres- a évolué, bien peu ont pris la mesure de l'énorme effort qui reste à faire pour introduire dans leurs programmations une autre approche, plus économe de la ressource, plus soucieuse de la gestion. Au fond, c'est toujours aux autres de bouger. Et l'extracteur continue à vouloir extraire dans l'estuaire de la Gironde malgré le SDAGE, l'industriel juge qu'il faut économiser l'eau mais trouve insupportable qu'on le menace de limiter ses prélèvements, la Chambre d'Agriculture ne veut entendre parler que d'augmentation de la ressource -entendez construction de nouveaux barrages- et les élus, au cœur de ce tourbillon contradictoire, veulent tout et son contraire, et surtout ne pas risquer d'être accusés de freiner l'économie, qu'ils confondent avec l'emploi.

Encore une fois, c'est donc aux associations de se porter au front, et de mener cette guerre dont Sud-Ouest Nature se fait fréquemment l'écho. C'est vrai que beaucoup d'entre nous s'usent à ce combat, désespérant de voir la raison prévaloir. Mais il faut bien se rendre compte qu'on est au cœur d'une certaine logique productiviste, dont la Politique

Agricole Communautaire a été pendant 30 ans une sorte de symbole, une logique qui a entraîné nos pays dans un système de production aux résultats impressionnants, mais en même temps destructeur de pans entiers de la société, un système dont il est aujourd'hui extrêmement difficile de sortir.

Notre guerre à nous n'est pas faite de frappes chirurgicales et de missiles plus ou moins bien ciblés. Elle est un combat pour faire évoluer les mentalités, un travail éducatif, un constant effort pour convaincre, le cas échéant une guerre de juristes, d'avocats et d'experts, en un mot un travail de longue haleine, une guerre souvent, mais d'usure, sans victoires définitives, ni tambours et trompettes.

Avec ce numéro de SON, nous achevons l'examen annoncé des problèmes de l'eau. Il aurait été souhaitable de pouvoir le compléter par des points de vue sur certaines questions délicates, comme celle du prix de l'eau. Le temps nous a manqué, et la disponibilité de nos "spécialistes" de ces questions. Car nous sommes tous fort occupés par le dialogue avec l'Administration et les élus, sur le futur Contrat de Plan Etat-Région et sur les Schémas de Services Collectifs qui vont accompagner la mise en œuvre de la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire (LOADT), enchaînant réunion sur réunion depuis le début de l'année... Nous espérons malgré tout que les adhérents, les militants de la SEPANSO auront quand même trouvé dans ces pages l'essentiel sur la question.

Pierre DELACROIX,
Président